

Une étude de l'OCDE conclut à la nécessité de réformer les systèmes éducatifs européens

LEMONDE.FR | 13.03.06 | 12h41 • Mis à jour le 13.03.06 | 13h01

es pays européens doivent-ils révolutionner leurs systèmes éducatifs ? C'est ce que conclut une étude réalisée par Andreas Schleicher, du département de l'éducation de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE), pour le compte du **Lisbon Council, laboratoire d'idées bruxellois**.

"L'époque où l'Europe était en concurrence principalement avec des pays offrant du travail peu qualifié avec bas salaires est terminée depuis longtemps", écrit M. Schleicher, ajoutant que la Chine et l'Inde apportent "des qualifications élevées à coût réduit". "Ceci change profondément les règles du jeu", souligne-t-il.

Le premier constat de cette enquête est que la dépense d'éducation a un formidable rendement économique, bien supérieur aux taux d'intérêt réels, pour les individus concernés, mais aussi pour leur pays. Pour preuve, ce que l'étude qualifie de *"miracle coréen"*. Partie du bas de l'échelle dans les années 1960, la Corée du Sud est aujourd'hui au troisième rang de l'OCDE pour le nombre de jeunes adultes ayant une formation universitaire, alors que *"la majorité des grandes économies européennes, y compris la France, l'Italie et le Royaume-Uni, ont à peine tenu leur rang et que l'Allemagne a reculé de manière significative"*.

La France et l'Allemagne font figure de mauvais élève et tirent l'Europe vers le bas, selon l'OCDE. *"La France et l'Allemagne (...), qui pèsent un tiers de l'économie de l'UE, ne sont plus parmi les leaders mondiaux dans le développement du savoir et du talent"*, résume l'étude. Economiquement médiocres, les systèmes éducatifs allemand et français sont aussi socialement injustes, relève également l'étude, qui dénonce le *"préjugé de classe inhérent"* de mécanismes qui *"taxent les pauvres pour subventionner les opportunités d'éducation des riches"*.

"UNE INDUSTRIE ARRIÉRÉE"

En Allemagne, la présélection sociale dès l'âge de 10 ans des filières éducatives fait que *"des enfants de cadres hautement qualifiés ont quatre fois plus de chance d'emprunter la voie universitaire que ceux des ouvriers"*. La situation n'est pas très différente dans d'autres pays européens, dont la France, qui, souligne Andreas Schleicher, *"refuse de publier les preuves fournies par le PISA (Programme for International Student Assessment) de l'inégalité sociale entre écoles"*. L'auteur est particulièrement sévère pour les acteurs européens de l'éducation, restée *"une industrie arriérée, dont les praticiens travaillent dans l'isolement et élaborent leurs pratiques à partir de la sagesse populaire sur ce qui marche"*.

Il n'y a pourtant pas de fatalité puisque la Finlande a rejoint le peloton de tête après un bouleversement radical de son système éducatif. Le principe directeur de celui-ci a été d'inciter *"les enseignants et les dirigeants des écoles à assumer la responsabilité des résultats éducatifs pour chaque élève"*, rompant ainsi avec *"l'approche bureaucratique"* qui domine les systèmes d'éducation européens. Ainsi, en 2003, les étudiants finlandais sont arrivés en tête de l'évaluation PISA, un projet dont M. Schleicher est le directeur pour l'OCDE.

Ce dernier avance dans son étude quelques recommandations-clés. D'abord, reconstruire un système d'institutions éducatives *"diverses, viables et de haute qualité"*, et surtout *"comptables de leurs résultats"*. Il faut notamment *"que la capacité managériale"* de leurs dirigeants *"soit à la hauteur de celle d'entreprises modernes"* et reflète des intérêts plus larges que ceux de *"la communauté académique"*. Ensuite, s'assurer que le développement de l'éducation supérieure *"élargisse l'accès, augmente la qualité et améliore l'équité"*. Enfin, le financement, y compris l'appui aux étudiants, doit *"mobiliser les fonds publics et privés"* d'une manière cohérente avec *"les avantages sociaux et individuels"* tirés de la formation universitaire.